

autres, la nécessité de crédits pour la prophylaxie du bétail, l'exode rural, la possibilité des échanges agriculture-industrie, industrie-agriculture [18 septembre 1957] (p. 4146 à 4148).

LAINÉ (M. Raymond), *Député du Cher (P.)*.

Son élection est validée [12 mars 1956] (p. 846). — Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [29 mai 1956] (p. 2053), [30 octobre 1956] (p. 4375) ; membre de la Commission de l'agriculture [30 octobre 1956] (p. 4375), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [29 mai 1956] (p. 2053).

Dépôts :

Le 29 mai 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des sursis de paiement aux agriculteurs et artisans ruraux, emprunteurs au Crédit agricole, touchés par un ordre de rappel des autorités militaires, **n° 1964**. — Le 29 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 2161) de M. Salvétat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inclure l'industrie de la chapellerie dans les nouveaux accords commerciaux et à la faire bénéficier de l'aide à l'exportation, **n° 3375**. — Le 21 juin 1957, une proposition de loi tendant à modifier la constitution du Conseil central de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 5212**. — Le 29 mai 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des inondations de la vallée du Cher, **n° 7219**.

LALLE (M. Albert), *Député de la Côte-d'Or (I. P. A. S.)*.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160) ; de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957]

(p. 4502). — Est élu Président de la Commission de l'agriculture [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi (n° 2893) de M. Lalle tendant à réglementer les plantations forestières, **n° 943**. — Le 13 mars 1956, une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé pour la campagne 1956-1957, **n° 1169**. — Le 13 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le cinquième alinéa de l'article 10 du décret n° 53-975 du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché des céréales et de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 1170**. — Le 14 mars 1956, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1078 du 4 novembre 1954 relatif à la collecte du blé de la récolte 1955, **n° 1197**. — Le 21 mars 1956, une proposition de loi tendant à fixer le point de départ de la première révision cadastrale des évaluations des propriétés non bâties, **n° 1319**. — Le 26 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2317) de M. Denvers et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 51-676 du 24 mai 1951 relative à la culture et au prix de la chicorée à café, **n° 2678**. — Le 17 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1956 l'application des pénalités prévues en cas de non-paiement avant cette date des impôts exigibles des agriculteurs, **n° 2977**. — Le 28 décembre 1956, une proposition de loi tendant à rendre applicable en Algérie la loi n° 56-693 du 16 juillet 1956 instituant une prime exceptionnelle en faveur des producteurs de blé de la récolte de 1956, **n° 3730**. — Le 21 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la production betteravière en fonction des perspectives auxquelles notre économie doit faire face, **n° 4220**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi relative au plan sucrier, **n° 4973**. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à l'organisation de la production sucrière, **n° 4989**. — Le 18 décembre 1957, un